

**Appel à concurrence dans le cadre  
d'une procédure adaptée  
(art. L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7 et L2113-12 du  
Code de la commande publique)**

**N°2025-3**

---

**Prestations d'aménagement, de sono-vidéo, de captation vi-  
déo et de traiteur pour l'équi-meeting maréchalerie les 10 et  
11 octobre 2025 sur le pôle hippique de Saint-Lô (50) pour  
l'IFCE**

---

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Le contexte	4
2. Objet	4
3. Allotissement	4
4. Montant maximum	4
5. Durée	5
6. Pièces contractuelles	5
7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents	5
8. Modalité de passation des bons de commande	5
9. Modifications	6
10. Unité monétaire	6
11. Conditions financières	6
11.1 Prix	6
11.2 Délai global de paiement	7
11.3 Modalités de paiement	7
11.4 Echancier de paiement	7
11.5 Annulation	7
11.6 Facturation	7
11.7 Réfaction	8
12. Cession ou nantissement de créance	8
13. Assurances	8
14. Pénalités	9
15. Litiges	9
16. Exécution aux frais et risques du titulaire	9
17. Résiliation	10
18. Décompte de résiliation	10
19. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat	10
19.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité	10
19.2 Conformité RGAA	12
19.3 Conformité RGI	12
20. Démarches de responsabilité sociétale et environnementale	12
21. Attribution de juridiction	13
22. Dérogations aux CCAG-FCS	13

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

1.	Dispositions générales	15
2.	Pilotage des prestations	15
3.	Descriptif de la prestation	15
3.1	Lot 1 : Aménagement d'espaces dans le cadre de l'organisation d'équi-meeting maréchalerie à Saint Lô (50)	15
3.1.1	Espace de conférences	15
3.1.2	Espace d'exposition	16
3.1.3	Espace dîner dans les écuries du Haras de Saint Lô	16
3.2	Lot 2 : Prestation de location de matériel et régie sonorisation, éclairage et projection vidéo dans le cadre de l'organisation de l'équi-meeting à Saint Lô (50)	16
3.2.1	Matériel pour les conférences (manège de la Gourmétique)	17
3.2.2	Matériel pour le hall d'exposition (Grand Hall)	17
3.2.3	Matériel pour les démonstrations (Grand Hall)	17
3.3	Lot 3 : Captation vidéo et montage dans le cadre de l'organisation d'équi-meeting maréchalerie à Saint Lô (50)	17
3.3.1	Prestation attendue	18
3.3.2	Propriété intellectuelle	18
3.3.3	Présence de techniciens	19
3.4	Lot 4 : Prestation de traiteur	19
3.4.1	Le contexte	19
3.4.2	Détail de la prestation	19
4.	Bordereau tarifaire	20
	Attestation de visite Lot 1	21
	Attestation de visite Lot 2	22
	Attestation de visite Lot 3	23
	Attestation de visite Lot 4	24

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## 1. Le contexte

L'établissement public national à caractère administratif Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE), placé sous la tutelle des Ministères chargés de l'Agriculture et des Sports, est un opérateur public, prestataire de services destinés à l'ensemble des acteurs de la filière cheval, à la demande de l'Etat, des organisations socioprofessionnelles et des collectivités locales.

L'établissement est implanté sur l'ensemble du territoire national avec un siège social à Saumur (49), de bureaux administratifs à Pompadour (19) et une vingtaine de sites répartis dans chacune des régions en France métropolitaine.

Tous les deux ans depuis 2009, l'IFCE coordonne l'organisation d'un congrès international dédié à la locomotion et aux pieds des équidés : équi-meeting maréchalerie. La fréquentation de ce congrès n'a cessé de progresser. L'édition de 2025 est imaginée pour une fréquentation entre 800 et 900 personnes.

## 2. Objet

Le présent appel d'offres a pour objet des prestations d'aménagement, de sonovidéo, de captation vidéo et de traiteur pour l'équi-meeting maréchalerie les 10 & 11 octobre 2025 au Pôle hippique de Saint-Lô (50), manège de la Gourmette et Grand Hall.

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée, selon les dispositions des art. L.2123.1, R2123-1 à R2123-7 et L.2123-12 du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché sur prix unitaires et à bons de commande.

## 3. Allotissement

- Lot 1 : Aménagement d'espaces,
- Lot 2 : Location de matériel et régie sonorisation, éclairage et projection vidéo,
- Lot 3 : Captation vidéo et montage,
- Lot 4 : Prestations de traiteur

Les candidats peuvent répondre pour un ou plusieurs lots.

## 4. Montant maximum

Le marché ne comporte pas de montant minimum, mais le montant maximum est fixé comme suit pour la durée totale du marché :

- Lot 1 : 40 000.00 € HT
- Lot 2 : 40 000.00 € HT
- Lot 3 : 10 000,00 € HT
- Lot 4 : 20 000,00 € HT.

## **5. Durée**

Le marché est conclu à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2025.

## **6. Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière (pour chaque lot) ;
2. Les précisions ou réserves formulées par la personne publique lors de la notification ou l'acceptation de l'offre, acceptées ou levées par le titulaire ;
3. Le présent cahier des clauses particulières, regroupant le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics applicables aux Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Les offres techniques et financières des titulaires ;
6. Les bons de commande émis (lot 4).

En cas de contradictions entre une et/ou plusieurs stipulations figurant dans les documents contractuels, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Les documents contractuels du marché prévalent en cas de contradiction avec les documents des bons de commande.

## **7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents**

La correspondance contractuelle et juridique, les modes d'emploi ainsi que les factures doivent être rédigés en langue française.

## **8. Modalité de passation des bons de commande**

Le marché s'exécute pour partie selon des prix forfaitaires (lots 1 à 3), mais également par bons de commande (lot 4).

Les prestations portent sur les prix unitaires définis dans l'annexe financière.

Les bons de commande peuvent être émis à tout moment jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur durée d'exécution ne peut être supérieure à un an et ne peut excéder une période de plus de six mois après la date d'échéance du contrat.

Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande pour signaler à l'IFCE toute anomalie (erreur matérielle) dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations. A défaut, le titulaire ne peut invoquer l'erreur pour se dégager de sa responsabilité.

L'IFCE se réserve le droit de résilier par écrit sa commande, notamment en cas de non-respect par le titulaire de ses délais de livraison ou en cas de défaillance constatée lors de son exécution.

L'IFCE peut accorder la prolongation des délais d'exécution au titulaire du marché.

## **9. Modifications**

Outre les cas prévus aux articles R2194-6 et R2194-7, l'IFCE se réserve la possibilité, conformément aux articles R2194-2 et R2194-5 du Code de la Commande publique, de modifier le marché initialement conclu en intégrant des prestations non prévues initialement mais qui sont devenues nécessaires :

- à la double condition qu'un changement de titulaire soit :

a) impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

b) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur ;

- par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Le montant des modifications prévues ne doit pas dépasser 50 % du montant du marché initial (art. R2194-3), tenant compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

## **10. Unité monétaire**

L'unité monétaire du marché est celle figurant sur l'acte d'engagement (euro).

## **11. Conditions financières**

L'unité monétaire applicable est l'Euro. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

### **11.1 Prix**

Le document « bordereau de prix » fixe les prix unitaires pour le lot 4.

Les prestations des lots 1 à 3 sont sur prix forfaitaires (dont le détail décompose le prix global et forfaitaire).

Les prix doivent obligatoirement comporter deux décimales et ils comprennent le prix de la prestation ainsi que tous les frais connexes (transport, hébergement, restauration...).

Le taux de la valeur ajoutée et celui des autres taxes doivent être indiqués dans l'acte d'engagement.

Le prix comprend :

- Le prix net hors TVA de la prestation ;

- Toutes les taxes fiscales, frais de toute nature éventuels, notamment ceux résultant de l'étude de marché, la frappe, la constitution de dossiers, etc. Ces frais ne peuvent donner lieu à aucune facturation complémentaire.

Les candidats certifieront avoir établi leurs prix conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'établissement de l'offre.

Les prix sont fermes.

## **11.2 Délai global de paiement**

Chaque facture est payable à trente (30) jours date de réception de facture.

En cas de dépassement de ce délai, la personne publique versera au cocontractant des intérêts moratoires, dans les conditions fixées par les articles L2192-12 à 14 et R3133-25 du Code de la Commande publique. Le taux des intérêts moratoires est stipulé à l'article R2192-31 et suivants du Code de la Commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.

## **11.3 Modalités de paiement**

La personne publique se libérera des sommes dues par virement au crédit du compte ouvert au nom du titulaire par le biais d'un mandat administratif (virement).

## **11.4 Echancier de paiement**

- 30 % d'avance à la commande, remboursable partiellement en cas d'annulation (§11.5)
- 70 % à la livraison après le service fait.

## **11.5 Annulation**

En cas d'annulation de la prestation pour des raisons exceptionnelles (notamment liées à des mesures sanitaires ou des intempéries), l'avance de 30% réglée par l'IFCE sera remboursable partiellement sous réserve que le titulaire fournisse le détail des frais qu'il a engagé directement pour l'exécution du marché. Le titulaire devra rembourser intégralement l'acompte en cas de non production de ce document.

## **11.6 Facturation**

La facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier avec son adresse ;
- Le numéro de SIRET et de TVA intracommunautaire ;
- Le montant des prestations admises hors TVA, le taux et le montant de la TVA et le montant total TVA incluse ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La typologie de la prestation ;

- La date de la facturation et le numéro de facture.

Le Titulaire utilisera Chorus Pro pour transmettre sa facturation de façon dématérialisée ainsi que la fiche d'exécution mensuelle ou toute autre pièce expressément demandée. Il lui sera adressé à chaque commande le N° SIRET de l'établissement, le N° d'engagement juridique ainsi que le N° de marché. Il n'y a pas de code de service à renseigner.

## **11.7 Réfaction**

La réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Ainsi, l'IFCE est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement du titulaire.

Cette réduction est appréciée au cas par cas. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut à sa date de notification.

La décision de réfaction ne peut être prise qu'après que le titulaire ait pu présenter ses éventuelles observations sur la décision. Le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la décision. A l'issue de ce délai, l'IFCE fait connaître au Titulaire sa décision soit d'accepter ses observations, soit de maintenir sa décision de réfaction.

La décision de réception avec réfaction est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'issue de ces étapes, l'IFCE se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, et de résilier le marché pour défaillance du titulaire.

Le titulaire défaillant n'est admis à prendre part ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées aux frais et risques. Le supplément éventuel de dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution de ces prestations est à l'entière charge du Titulaire.

## **12. Cession ou nantissement de créance**

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement des créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Une copie du marché certifiée conforme à l'original (exemplaire unique) destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance sera délivrée sur demande expresse du cocontractant.

## **13. Assurances**

Le titulaire contracte et maintient, à ses frais, pendant toute la durée de ses obligations contractuelles et/ou légales, un contrat d'assurance de responsabilité civile et professionnelle couvrant l'ensemble des activités du marché et garantissant sa responsabilité à l'égard de l'IFCE et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

L'ensemble des garanties prennent effet à compter de la notification du marché. Sur



simple demande de l'IFCE, le titulaire fournit tout justificatif permettant de s'assurer du paiement des primes d'assurances exigibles.

Le titulaire produit les attestations d'assurance en cours de validité dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de leur demande.

## **14. Pénalités**

Les pénalités n'ont pas de caractère libératoire. Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont la non-réalisation dans les délais, a donné lieu à l'application d'une pénalité. Le titulaire ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de la pénalité. Il sera tenu compte des prolongations éventuellement accordées par écrit par l'IFCE. Elles sont le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille de la date d'effet de la résiliation du marché.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de l'IFCE de notifier la résiliation du bon de commande ou du contrat dans les conditions prévues à l'article « résiliation ». Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise à l'IFCE.

Les pénalités notifiées au titulaire sont réglées dans un délai maximum de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la demande. A défaut de paiement dans ce délai, les pénalités réclamées sont payées par précompte du montant total de chaque facture reçue jusqu'à leur complet paiement. Seul, le mandataire, en cas de groupement d'opérateurs économiques, ou le titulaire en cas de sous-traitance, est redevable du paiement des pénalités. Le mandataire fait son affaire de la répartition des pénalités entre les membres du groupement.

Le montant de l'ensemble des pénalités n'excédera pas 10 % du montant des prestations globales commandées.

- Non-respect du planning de l'évènement : 500 €

## **15. Litiges**

Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des fournisseurs étrangers.

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit être soumis par le titulaire au Directeur Général de l'Institut français du cheval et de l'équitation, 170, Avenue du Cadre Noir - 40011 Saumur. Afin de sauvegarder les droits par voie juridictionnelle, il est nécessaire que le recours soit introduit avant le délai de deux mois.

## **16. Exécution aux frais et risques du titulaire**

L'IFCE peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation pour faute (cas

notamment énoncé à l'article « Résiliation »).

Si l'IFCE ne peut se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents contractuels, il y substitue des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché initial et résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il fournit néanmoins toutes les informations et tous les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à son exécution par le tiers désigné par l'IFCE.

## **17. Résiliation**

Outre les cas de résiliation décrits au CCAG-FCS (articles 48, 49 et 51), après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être demandés au titulaire, notamment si les fournitures et prestations se révélaient insatisfaisantes ou non-conformes aux stipulations du marché (niveau de service, délais...) et dans les cas autres prévus à l'article 50 du CCAG-FCS.

## **18. Décompte de résiliation**

La résiliation n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations exécutées avant son entrée en vigueur.

La résiliation pour faute du titulaire et/ou pour motifs d'intérêt général fait l'objet d'un décompte de résiliation, arrêté par l'IFCE et notifié au titulaire au plus tard dans un délai de quatre mois après la date d'effet de la décision de résiliation.

Sans attendre la liquidation définitive du solde, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, hors indemnisation éventuelle. Si le solde est créditeur au profit du titulaire, l'IFCE lui verse 80% de ce montant. Si le solde est créditeur au profit de l'IFCE, le titulaire lui reverse 80% du montant du solde.

Le marché est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part, des prestations en cours d'exécution pour lesquelles l'IFCE accepte l'achèvement.

## **19. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat**

### **19.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (*le « règlement*

*européen sur la protection des données»).*

<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

Le candidat s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la consultation ;
2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement désigné par l'IFCE dans le cadre du marché. Si le candidat considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le candidat est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le titulaire fera signer la charte informatique de l'IFCE à tout intervenant ; cette signature permettra l'ouverture de droits d'accès individualisés au SI de l'IFCE.

L'IFCE se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Les développements doivent respecter les directives de l'Etat sur les politiques de sécurité des systèmes d'information :

<https://www.ssi.gouv.fr/guide/pssi-guide-delaboration-de-politiques-de-securite-des-systemes-dinformation/>

## 19.2 Conformité RGAA

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations :

<https://references.modernisation.gouv.fr/rgaa-accessibilite/>

## 19.3 Conformité RGI

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Interopérabilité de l'Etat :

<https://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

## 20. Démarches de responsabilité sociétale et environnementale

Les prestataires préciseront dans leur offre les démarches qu'ils entreprennent de nature à limiter l'impact de leurs prestations sur l'environnement et comment leur entreprise prend en considération les préoccupations sociales de ses activités dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché.

### Responsabilité sociétale

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer un progrès social dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché. L'IFCE accueillera favorablement les propositions faites dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché en matière d'insertion professionnelle et sociale des personnes en difficulté et éloignées du marché de l'emploi, de formation des employés, y compris les employés les moins qualifiés, de lutte contre la précarité professionnelle, de lutte contre la discrimination.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve, leur démarche en terme de :

- engagement dans la formation de leurs employés, et notamment des employés les moins qualifiés, dans le cadre de l'exécution des prestations,
- politique interne de lutte contre la précarité professionnelle : faible turn-over, faibles temps partiels, favoriser les contrats en CDI, temps de travail équilibré,
- protection sociale du personnel et politique de promotion du dialogue social interne,
- politique d'égalité et de diversité : représentation équilibrée des femmes et des hommes (rémunération égale, équilibre vie privée/ vie professionnelle, etc.), politique en faveur de la diversité, lutte contre les diverses formes de discrimination, etc.

### Responsabilité environnementale

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer une réduction des impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé des personnes dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve (attestations, labels, ...), leur démarche interne de réduction des impacts sur l'environnement :

- tri sélectif et collecte sélective des déchets, recours à un prestataire pour assurer la valorisation des déchets, *etc.*,
- réduction de la consommation énergétique, de la consommation de papier et autres produits,
- recours à la dématérialisation,
- réduction autant que possible, et dans la limite des exigences du cahier des charges, des déplacements des équipes dans le cadre des prestations objet du présent marché, en favorisant la visio-conférence et l'usage de moyens de transports peu polluants.

L'Institut français du cheval et de l'équitation, qui s'est doté d'une démarche de développement durable, est sensible aux respects de certains critères environnementaux, sociaux et de traçabilité (tri sélectif, type de produits utilisés, respect du dosage des produits d'entretien). Lorsque la fourniture des produits d'entretien est demandée, les candidats feront figurer dans leurs réponses toutes informations permettant d'estimer l'engagement de l'entreprise en matière de développement durable.

### **Entreprises soumises à la directive CSRD (grandes entreprises)**

Elles fourniront un reporting extra-financier portant sur les données ESG (Environnementaux, Sociaux et Gouvernance) :

- ✓ facteurs environnementaux : atténuation et adaptation au changement climatique, biodiversité, utilisation des ressources... ;
- ✓ facteurs sociaux : égalité des chances, conditions de travail et respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales... ;
- ✓ facteurs de gouvernance : rôle des organes d'administration, activités de lobbying, gestion des relations avec les partenaires commerciaux...

Les informations communiquées par l'entreprise doivent être certifiées par un commissaire aux comptes ou par un organisme tiers indépendant accrédité.

## **21. Attribution de juridiction**

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au Tribunal administratif de Nantes, situé 6 allée de l'Ile-Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES Cedex. Tél 02 40 99 46 00 – Fax 02 40 99 46 58 – greffeta.nantes@juradm.fr

## **22. Dérogations aux CCAG-FCS**

L'article 6 relatif aux pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 8 relatif à l'émission des bons de commande déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS.

L'article 14 relatif aux pénalités de retard déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 11-1 relatif aux prix de règlement déroge à l'article 10-2-2 du CCAG-FCS.

L'article 17 relatif à la résiliation déroge aux articles 49 et 50 du CCAG-FCS.

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

### 1. Dispositions générales

Le titulaire informe son personnel des consignes à respecter.

Le titulaire du marché contrôle régulièrement son personnel s'assurant ainsi de la bonne exécution de la prestation, en s'assurant que les intervenants sont en mesure de réaliser les prestations demandées.

A cet effet, le prestataire prend toutes les dispositions utiles pour assurer la mise en place, en temps voulu, des moyens nécessaires à l'exécution de la prestation en fonction des consignes et en accord avec le représentant de l'IFCE. Il pourvoira au remplacement en cas d'empêchement d'un intervenant.

### 2. Pilotage des prestations

Le titulaire désignera un référent pour l'exécution du marché. Une réunion de lancement avec le titulaire sera organisée par l'IFCE, dès la notification du marché. L'interlocuteur à l'IFCE sera le responsable de site ou toute autre personne désignée par lui. Cette réunion aura pour but le cadrage des prestations.

### 3. Descriptif de la prestation

#### 3.1 Lot 1 : Aménagement d'espaces dans le cadre de l'organisation d'équiméeeting maréchalerie à Saint Lô (50)

**Le congrès** se déroulera au sein du Pôle hippique de Saint-Lô, au sein de deux espaces séparés d'une cinquantaine de mètres :

- Un manège de 65m x 25m, dédié à des conférences et tables rondes pour un public assis de 700 personnes environ.
- Un manège de 72m x 35m, entouré de tribunes, affecté à des stands de matériel et 6-8 food-trucks pour l'intendance. Au sein de cet espace, un espace délimité par des barrières sera dédié à des démonstrations pouvant nécessiter la présence d'un cheval.

Ces manèges sont raccordés au réseau électrique et bénéficient également d'un accès à internet.

**Le dîner** pour 400 convives sera organisé dans deux écuries (n°5 et n°6) du haras, à 700 m du pôle hippique.

##### 3.1.1 Espace de conférences

- 700 à 800 chaises de type conférence, attachées entre elles,
- Un système de chauffage

### **3.1.2- Espace d'exposition**

- cloisons mélaminées pour délimiter des stands (jusqu'à 40 stands de 12m<sup>2</sup>, à aménager sous format stand simple-double ou triple - quantité exacte à préciser),
- 40 tables rectangulaires et 80 chaises (à ajuster : 2 par stand simple)
- 6 salons détente (constitués chacun d'une table basse et de 3 sièges de type salon de jardin)
- 20 mange-debout nappés
- 40 m de barrières autoportantes d'un mètre de haut afin de délimiter un espace de démonstrations pouvant accueillir un cheval
- un système de chauffage
- 10 grilles d'exposition sur pied (1 m x 2 m) (nombre à ajuster en fonction des besoins)

### **3.1.3- Espace dîner dans les écuries du Haras de Saint Lô**

- Tables rondes ou rectangulaires permettant d'accueillir 400 personnes ;
- 400 chaises ;
- Tente « office traiteur » de 6 m x 9 m (dimensions à préciser en fonction des besoins du traiteur) avec éclairage, à côté du bâtiment, à l'entrée située entre les écuries 5 et 6 ;
- Une quinzaine de tables rectangulaires (environ 250 x 80 cm).

Nous laissons à votre appréciation des propositions pour agrémenter les espaces, ces options seront à discuter au cas par cas. Un autre prestataire sera sollicité pour l'installation du matériel électrique (bornes à chaque stand), de sonorisation et de projection vidéo.

Le montage de la structure et son aménagement avant le jeudi 9 octobre (installation des standistes) – en concertation avec le prestataire sono-vidéo retenu. Le démontage de la structure dès la fin de l'évènement et au plus tard le lundi 13 au soir.

## **3.2 Lot 2 : Prestation de location de matériel et régie sonorisation, éclairage et projection vidéo dans le cadre de l'organisation de l'équi-meeting à Saint Lô (50)**

Le congrès se déroulera au sein du Pôle hippique de Saint-Lô, au sein de deux espaces séparés d'une cinquantaine de mètres :

Un manège de 65m x 25m, dédié à des conférences et tables rondes pour un public assis de 700 personnes environ.

Un manège de 72m x 35m, entouré de tribunes, affecté à des stands de matériel et 6-8 food-trucks pour l'intendance. Au sein de cet espace, un espace délimité par des barrières sera dédié à des démonstrations pouvant nécessiter la présence d'un cheval.

Ces manèges sont raccordés au réseau électrique et bénéficient également d'un accès internet.



### **3.2.1- Matériel pour les conférences (manège de la Gourmette)**

- podium d'environ 8 m x 4 m, avec jupe et escalier d'accès
- éclairage de la scène de face (minimum 6 kw)
- pendrillonage fond de scène et pignon entrée conférence
- pupitre avec micros col de cygne et/ou cravate pour l'orateur
- un écran de retour pour l'orateur (petit écran au niveau du pupitre)
- écrans de retours pour les conférences
- kits de micro conférences pour la tribune (sur le podium) – 6 personnes
- solution de diffusion du support de la conférence (présentation type Power Point) : de part et d'autre de la scène et à proposer selon agencement pour le confort de 700 participants assis (Attention, les personnes assises doivent pouvoir lire les documents présentés pendant les conférences)
- micros HF pour les questions du public
- sonorisation de l'ensemble pour garantir le confort des participants
- régie son et lumière à installer près du podium
- solution de captation des sorties de la cabine de traduction (production des traducteurs) – selon articulation inter-prestataires

### **3.2.2 - Matériel pour le hall d'exposition (Grand Hall)**

- Boîtiers électriques pour chaque stand (environ 30 stands)
- Alimentation des food-trucks (nombre à affiner)

### **3.2.3 - Matériel pour les démonstrations (Grand Hall)**

- 2 micros serre-tête pour les personnes effectuant les démonstrations
- 1 micro HF pour l'animateur
- Sonorisation pour garantir le confort des participants assistant aux démonstrations
- 4 écrans dans l'espace des food-trucks (facultatif selon agencement)

Nous laissons à votre appréciation des propositions pour agrémenter les demandes, ces options seront à discuter au cas par cas.

**L'installation du matériel permettant l'installation des standistes à partir du jeudi 9 octobre après-midi, le démontage du matériel dans les plus brefs délais, dès la fin de l'évènement le soir du 11 octobre, vers 17h30.**

### **3.3 Lot 3 : Captation vidéo et montage dans le cadre de l'organisation d'équimeeting maréchalerie à Saint Lô (50)**

Le congrès se déroulera au sein du Pôle hippique de Saint-Lô, au sein de deux espaces séparés d'une cinquantaine de mètres :

- Un manège de 65m x 25m, dédié à des conférences et tables rondes pour un public assis de 700 personnes environ.
- Un manège de 72m x 35m, entouré de tribunes, affecté à des stands de matériel et 6-8 food-trucks pour l'intendance. Au sein de cet espace, un espace délimité par des barrières sera dédié à des démonstrations pouvant

nécessiter la présence d'un cheval.

Ces manèges sont raccordés au réseau électrique et bénéficient également d'un accès à internet.

Le colloque se déroule dans le manège de la Gourmette du Pôle Hippique de Saint-Lô équipé d'une scène/praticable de 32 m<sup>2</sup>. Sur deux jours, ont lieu des conférences plénières, discussions ou tables rondes.

La scène est équipée d'un pupitre avec col de cygne et de chauffeuses où se trouvent les présidents de sessions ou conférenciers lors des tables rondes. Il faut des micros HF sur scène et deux pour les questions du public.

Les conférences dans cet espace ont lieu pendant deux jours les 10 et 11 octobre. Le programme détaillé sera disponible en juin.

### **3.3.1- Prestation attendue**

- Assurer la captation et l'enregistrement des présentations, conférences, tables rondes et toute autre intervention qui a lieu sur la scène du manège de la Gourmette pendant les deux jours de l'évènement.
- Les prises de vue doivent permettre au montage de visualiser le défilé de la présentation conformément au déroulé par l'intervenant.
- Assurer le montage des vidéos (entre vidéo filmée, diaporama et salle), intervention par intervention, afin de pouvoir les disposer ensuite sur la chaîne Youtube de l'IFCE dans les 15 jours suivant l'évènement (<https://www.ifce.fr/ifce/connaissances/colloques-et-conferences>), selon la charte vidéo de l'IFCE (cf. annexe).
- Le montage doit impérativement intégrer les éléments suivants :
  - incrustation de l'image de titre (fourni par l'IFCE)
  - incrustation du logo marianne tout le long de la vidéo (fourni par l'IFCE) selon la charte
  - sous-titrage intégral, en français, selon la charte
  - outro selon la charte
- Les questions des participants à la fin des conférences ne doivent pas faire partie du montage final, sauf les questions posées lors des tables rondes.
- Captation et diffusion en direct sur les écrans installés sur le site des démonstrations qui auront lieu dans le Grand Hall.
- Solution de captation des sorties de la cabine de traduction (production des traducteurs) – selon articulation inter-prestataires.

### **3.3.2- Propriété intellectuelle**

La présente cession est consentie à l'acheteur à titre **exclusif** (ou **non exclusif**).

L'exploitation pourra se faire dans le **monde entier** (ou **en France métropolitaine**) et pour une durée de **dix ans** (ou de **cinq ans**).

Le prix de la cession (à titre **exclusif** ou **non exclusif**) est inclus dans le prix du marché.

Le titulaire garantit l'IFCE contre toutes les revendications de tiers relatives à

l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs résultats.

Le titulaire garantit également l'IFCE contre toutes les actions susceptibles d'être formées sur le fondement de l'article 9 du code civil, relatif au respect de la vie privée.

De son côté, l'IFCE garantit le titulaire contre toutes les revendications de tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle pour les documents (textes, iconographie...) qu'il lui fournit, et également contre toutes les actions susceptibles d'être formées sur le fondement de l'article 9 du code civil, relatif au respect de la vie privée.

### **3.3.3- Présence de techniciens**

- Présence des techniciens nécessaires pour le montage (9 octobre 2025), et pour la durée de l'événement.
- Démontage le soir du 11 octobre à l'issue de l'événement (vers 17h30).

## **3.4 Lot 4 : Prestation de traiteur**

### **3.4.1- Le contexte**

La fréquentation de ce congrès n'a cessé de progresser. L'édition de 2025 est imaginée pour une fréquentation entre 800 et 900 personnes (nombre à préciser - échéance à convenir ensemble).

**Le congrès** se déroulera au sein du Pôle hippique de Saint-Lô, au sein de deux espaces séparés d'une cinquantaine de mètres :

- Un manège de 65m x 25m, dédié à des conférences et tables rondes pour un public assis de 700 personnes environ.
- Un manège de 72m x 35m, entouré de tribunes, affecté à des stands de matériel et 6-8 food-trucks pour l'intendance. Au sein de cet espace, un espace délimité par des barrières sera dédié à des démonstrations pouvant nécessiter la présence d'un cheval.

**Le dîner** pour 400 convives (à ajuster) sera organisé dans deux écuries (n°5 et n°6) du haras national, à 700 m du pôle hippique.

### **3.4.2- Détail de la prestation**

Les besoins en restauration sont les suivants, pour le vendredi 10 octobre soir dans les écuries 5 et 6 du Haras de Saint-Lô :

- un dîner de réception à partir de 20h jusqu'à 400 personnes (à ajuster)
- cocktail apéritif, entrée, plat, dessert, fromage, café
- prévoir une option végétarienne
- eau et vins appropriés selon le menu proposé
- service à l'assiette (les convives seront placés sur des tables rondes de 8 à 10 personnes : à adapter selon les mesures)

Attention, les participants à ce congrès ont bon appétit, les quantités sont donc à calculer au plus large.

Nous laissons à votre appréciation des propositions pour agrémenter les demandes, ces options seront à discuter au cas par cas. Un autre prestataire sera sollicité pour les tables et les chaises. Le reste est bien à fournir (nappes, vaisselle...).

L'institut français du cheval et de l'équitation s'est engagé dans une démarche de développement durable, est sensible au respect de certains critères environnementaux, sociaux et de traçabilité. Les candidats feront figurer dans leurs réponses toutes informations permettant d'estimer l'engagement de l'entreprise en matière de développement durable. Concernant la prestation de restauration ici concernée, l'IFCE sera sensible aux informations que les candidats voudront bien communiquer, par exemple :

- la part de produits locaux utilisés,
- le respect des produits de saison,
- la part d'aliments labellisés (AOC, fermier, agriculture biologique, équitable...) entrant dans la composition des repas,
- l'utilisation de vaisselle recyclable...

#### **4. Bordereau tarifaire**

Cf Annexe 1 pour les lots 1-2 & 4

Lot 3 : devis détaillé sur format libre.

## Attestation de visite Lot 1

INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION

ATTESTATION DE VISITE

(coupon à conserver par l'IFCE)

Je soussigné(e) .....

Représentant la société : .....

Déclare avoir visité le site de l'IFCE afin de répondre à l'appel d'offre 2025-3 Lot 1 concernant l'aménagement d'espaces pour Equi-meeting maréchalerie sur le site de Saint Lô (50)

Date de visite.....

Par (nom et prénom) :

Signature Entreprise

Signature IFCE

.....  
...

INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION

ATTESTATION DE VISITE

(coupon à remettre à l'entreprise)

Je soussigné .....

Représentant la société .....

Déclare avoir visité le site de l'IFCE afin de répondre à l'appel d'offres 2025-3 Lot 1 concernant l'aménagement d'espaces pour Equi-meeting maréchalerie sur le site de Saint Lô (50)

Date de visite.....

Par (nom et prénom) :

Signature Entreprise

Signature IFCE

## Attestation de visite Lot 2

INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION

ATTESTATION DE VISITE

(coupon à conserver par l'IFCE)

Je soussigné(e) .....

Représentant la société : .....

Déclare avoir visité le site de l'IFCE afin de répondre à l'appel d'offre 2025-3 Lot 2 concernant le matériel et régie sonorisation, éclairage et projection vidéo pour équiméeting maréchalerie sur le site de Saint Lô (50)

Date de visite.....

Par (nom et prénom) :

Signature Entreprise

Signature IFCE

.....  
...

INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION

ATTESTATION DE VISITE

(coupon à remettre à l'entreprise)

Je soussigné .....

Représentant la société .....

Déclare avoir visité le site de l'IFCE afin de répondre à l'appel d'offres 2025-3 Lot 2 concernant le matériel et régie sonorisation, éclairage et projection vidéo pour équiméeting maréchalerie sur le site de Saint Lô (50)

Date de visite.....

Par (nom et prénom) :

Signature Entreprise

Signature IFCE

## Attestation de visite Lot 3

INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION

ATTESTATION DE VISITE

(coupon à conserver par l'IFCE)

Je soussigné(e) .....

Représentant la société : .....

Déclare avoir visité le site de l'IFCE afin de répondre à l'appel d'offre 2025-3 Lot 3 concernant la captation vidéo et montage pour équiméeting maréchalerie sur le site de Saint Lô (50)

Date de visite.....

Par (nom et prénom) :

Signature Entreprise

Signature IFCE

.....  
...

INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION

ATTESTATION DE VISITE

(coupon à remettre à l'entreprise)

Je soussigné .....

Représentant la société .....

Déclare avoir visité le site de l'IFCE afin de répondre à l'appel d'offre 2025-3 Lot 3 concernant la captation vidéo et montage pour équiméeting maréchalerie sur le site de Saint Lô (50)

Date de visite.....

Par (nom et prénom) :

Signature Entreprise

Signature IFCE

## Attestation de visite Lot 4

INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION

ATTESTATION DE VISITE

(coupon à conserver par l'IFCE)

Je soussigné(e) .....

Représentant la société : .....

Déclare avoir visité le site de l'IFCE afin de répondre à l'appel d'offre 2025-3 Lot 4 concernant les prestations de traiteur pour équï-meeting maréchalerie sur le site de Saint Lô (50)

Date de visite.....

Par (nom et prénom) :

Signature Entreprise

Signature IFCE

.....  
...

INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION

ATTESTATION DE VISITE

(coupon à remettre à l'entreprise)

Je soussigné .....

Représentant la société .....

Déclare avoir visité le site de l'IFCE afin de répondre à l'appel d'offre 2025-3 Lot 4 concernant les prestations de traiteur pour équï-meeting maréchalerie sur le site de Saint Lô (50)

Date de visite.....

Par (nom et prénom) :

Signature Entreprise

Signature IFCE



## Attestation sur l'honneur

Je soussigné .....

En qualité de .....

Agissant pour le compte de (société) : .....

.....(ou en mon nom propre)

Adresse : .....

.....

### CERTIFIE SUR L'HONNEUR QUE :

- la société que je représente a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- la société que je représente n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;
- la société que je représente n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles D.8222-5 – D.8222-7 & D.8222-8 du Code du travail.

Fait à ..... le .....